



Un crevable capitalisme ?

On n'ignorait pas qu'une nouvelle tempête pointait à l'horizon. Ce que nous ne savions pas c'est quand, où et comment elle viendrait nous surprendre. Les différentes écoles du socialisme ont souvent présenté les crises comme des interruptions de l'accumulation du capital qui, assurément, se dirigerait vers son effondrement. Cette fois encore, on se gardera de jurer que le malade rend son dernier souffle. Toutefois, il nous faut admettre, si ce n'est le caractère inédit, au moins la singularité de l'événement.

Les crises trouvent leur origine dans la production, car le système doit produire pour pouvoir consommer et non le contraire. Comme facteur de crise, le Corona-virus n'a pas surgi directement du processus de production, tout comme les monstrueux incendies qui ont ravagé l'Australie pendant plusieurs mois. Pourtant, ces phénomènes ont agi comme si cela était le cas et à une échelle décuplée en comparaison d'événements qui dans un passé proche ont pu leur ressembler. Relevons qu'à lui seul, l'embrasement des forêts australiennes a eu raison du secteur de l'agriculture et fait trébucher l'importante industrie minière. Et à mesure que les catastrophes se succèdent de manière toujours plus rapprochée, nous nous surprenons à les endurer avec une certaine fatalité. Le capitalisme ne se détermine-t-il pas aussi par un état de crise permanent ? Malgré nous, nous nous accoutumons à vivre au pied du volcan. Moins par accablement que sous la contrainte particulière de la vitesse à laquelle les événements reconfigurent nos existences.

Déjà, pouvons nous nommer cette crise, précisément ? Corresponde-t-elle au cycle de celles qui se succèdent depuis plusieurs décennies ? Pas si sûr ... Malgré sa forme presque *accidentelle*, la rapidité de sa diffusion l'inscrit moins dans le registre *sanitaire* comme on l'entend dire que dans celui d'un certain ordonnancement social.

Souvent on s'interroge où l'on moque la validité de la célèbre thèse de la « baisse du taux de profit ». Considérée comme le talon d'Achille de l'activité du capital elle est réputée le conduire inexorablement à son effondrement. C'est oublier que de multiples solutions ont été mises en oeuvre afin de neutraliser le phénomène. L'une d'elle a consisté à accélérer la vitesse de rotation du capital. La vitesse de circulation du virus a donc été corrélée à celle de la circulation de la marchandise, que celle-ci se présente sous la forme d'un touriste en villégiature ou d'un bien manufacturé. Car depuis le berceau, une malédiction frappe le capitalisme : le temps coûte par principe de l'argent et pour le réduire au plus, il faut l'accélérer d'autant. Dans l'affaire du Corona, c'est bien la *chronophobie* du capital qui a opéré, mais cette fois-ci, à ses dépens(1).

S'il paraît aujourd'hui absurde d'établir une distinction entre capital productif et financier, tant la fusion des deux secteurs est achevée, c'est bien dans le désordre qui caractérise le commerce des capitaux que les derniers krachs ont trouvé leur origine. On n'observe rien de comparable aujourd'hui. Quand bien même les places de la finance mondiale ont-elles dévié, comme il se dit dans leur jargon et les cours du pétrole se sont effondrés, cette fois, il s'agit bel et bien d'une crise de la production, ou pour être exact, d'une mise à l'arrêt forcée de pans entiers de l'industrie manufacturière mondiale. Avec tout ce que cela implique, c'est à dire une chute de la productivité, l'interruption des transports et la réduction de la consommation.

Mais revenons en France où il suffit d'écouter les voix fébriles du patronat et de ses relais gouvernementaux réunies pour mieux comprendre. D'abord, Patrick martin, le président

délégué du Medef qui s'érige en père la morale pour dénoncer « *un changement d'attitude brutal des salariés* », dont la pression « *menace les entreprises de ne plus être en mesure de poursuivre leur activité* ». À ses yeux, le chef de l'État « *n'a pas assez insisté sur la nécessaire continuité de l'activité économique* ». Il est indéniable que depuis le 16 mars, l'entreprise a regagné en centralité dans le conflit qui l'oppose aux travailleurs. Dans de nombreux secteurs, des luttes ont éclaté pour garantir la sécurité des ouvriers et des ouvrières.

Les crises sont aussi des phénomènes contradictoires qui paradoxalement en détruisant des masses considérables de capital excédentaire et non rentable offrent les conditions d'un nouveau redéploiement d'activité, et ce jusqu'à la prochaine, toujours plus violente... Car les crises sont aussi des cures dont dépend la survie du système. La mise à disposition d'une masse toujours plus considérable d'argent fictif vient à la rescousse des précédentes masses d'argent toutes aussi fictives et promptement effacées des livres de comptes d'un simple trait de plume. Les banques se paient par anticipation et en dernier ressort avec l'assistance de l'Etat sur la masse des capitaux nécessaires à la production de la plus-value collective. Au fond de ce tourbillon, on retrouve la dette des Etats, le terreau politique de toutes les attaques anti-sociales.

En France un plan d'urgence et de relance de 110 milliards d'aides vient d'être accepté tandis le G 20 a annoncé la suspension de la dette des 76 pays les plus pauvres. Aux Etats-Unis, 2 000 milliards de dollars vont être versé en soutien aux entreprises en difficulté. Mais encore ?

Pour l'heure, deux sons de cloches résonnent de concert. L'un martelant les injonctions au civisme, à la cohésion sociale et nationale ainsi qu'à l'esprit de sacrifice. L'autre scénarise déjà « *Le jour d'après* », forcément plus vert, plus respectueux et plus durable ... Dans ces deux cas de figure où l'idéologie est affectée l'Etat est fatalement convoqué en qualité de protecteur de l'intérêt général. Des deux bords redoublent les discours protectionnistes mêlant retour au localisme et nationalisations, verdissement et appel à plus de solidarité mais surtout ... dans le tutélaire cadre national. On entrevoit, encore tapis dans l'ombre, cette vieille crispation nationaliste qui n'attend que le moment propice pour en surgir et s'afficher au grand jour.

Une malédiction veut que dans la gauche française, l'Etat ait toujours été perçu comme promoteur d'égalité et de justice. Ce fétichisme s'est enraciné dans les courants socialistes dans le prolongement de la révolution de 1789. Pourtant, jamais l'Etat n'en fut à l'avant garde. Il s'y est borné « *à canaliser les vagues menaçantes, à les amortir en tuant les éléments audacieux qui dépassaient les vues de la bourgeoisie qu'il représentait* »(2). Et aujourd'hui encore, cette gauche ou du moins ce qu'il en reste, continue d'abuser son monde. Que signifie de réclamer à l'Etat d'assumer, au nom de l'équité, un rôle plus redistributif ; de davantage taxer « les riches », si ce n'est e-de l'appeler en définitive à accroître encore et toujours l'exploitation du travail vivant pour s'acquitter de sa dîme ? C'est bien sûr cet Etat là que convoquèrent les Gilets Jaunes, puisqu'il occupe une position centrale dans la reproduction sociale en administrant les différentes formes de revenus indirects. Cruel paradoxe ...

La mondialisation de l'économie n'a pu se réaliser que par la mondialisation de l'Etat. Chaque crise générale a débouché sur le dépassement des obstacles qui s'imposaient à l'exten-

sion du marché mondialisé. Cette propagation s'est accompagnée d'un envahissement par l'Etat de ce que certains nomment la « société civile ». Sa légitimité, l'Etat l'a gagnée au yeux de la population à mesure qu'il la dépouillait de ses activités sociales pour les transformer en institutions. Mais cette subordination il n'a put l'obtenir que par un échange de services qui implique d'accepter certaines contraintes. Ainsi l'Etat, « *administre, protège, sécurise tout comme il envoie à la mort et tue* ». Cette faculté, en dernier recours, lui permet de prendre le contrôle intégral de l'économie, notamment d'être le gardien du coffre fort qui garantit les transferts de fond.

En France, sous les apparences de la décentralisation, le pouvoir d'Etat demeure extrêmement concentré et vertical. Ce qui n'est nullement une garantie d'efficacité comme le prouve la débâcle sanitaire à laquelle nous assistons depuis plusieurs mois. Le modèle fédéral américain ne s'est d'ailleurs guère montré plus efficient... Et, les lois exceptionnelles prises sur le dos des populations risquent fort de servir de cadre à un passage en force de mesures de régressions sociales prévues de longue date.

Ce glissement de l'Etat dit de « droit » vers le totalitarisme se vérifie par l'accumulation de lois d'exception graduellement devenues des règles ordinaires. Les dernières en date s'additionnant aux précédentes. Mais c'est avant tout dans l'interprétation des faits et la prétention à les expliquer de manière

irréfutable, en s'extrayant de la réalité que le mécanisme devient palpable. La succession de gouvernements s'arc-boutant par la force et la violence à l'exercice d'un pouvoir amplement contesté ne relève plus seulement du déni, il revêt un caractère quasi psychotique. Il n'y a là, rien de propre au régime français, ni à un régime en particulier. L'épisode des masques dérobés à tours de rôle au mains des uns par les autres, telles des bandes de margouilins convoitant le même butin, met en lumière la nature prédatrice de l'Etat.

Maintenant, comment allons nous sortir de cette impasse ? En position de force ou en état de faiblesse ? La réponse dépend uniquement des moyens à la hauteur de la situation dont nous saurons très rapidement nous doter.

Lille-Boulogne-sur-mer

(1) A propos de la chronophobie du Capital, lire ou relire « *Fortunes de mer* ». Ed. Acratie

(2) In : « *La science moderne et l'anarchie* ». P. Kropotkine. Ed. Tops/H/Trinquier

Courant alternatif intégralement en ligne : <http://www.oclibertaire.lautre.net/>

En ces temps de confinement, la réalisation de ce numéro 300 de *Courant Alternatif* nous a encore occasionné quelques soucis. La commission journal s'est tenue en audio-conférence qui a servi de base à nos camarades du Nord pour sa réalisation. La commission journal de préparation du numéro 301 de juin qui devait se réunir à Nantes, vient, de se tenir, elle aussi, en audio conférence. Mais attention, le confinement ne doit pas nous amener subrepticement vers une centralisation !

Quelques centaines d'exemplaires du numéro précédent d'avril ont finalement pu être tirés en version papier et ont été envoyés aux abonnés. Ce sera le cas pour ce numéro 300 qui sera peut-être, en plus, disponible dans quelques librairies qui le proposent habituellement. Evidemment pas de diffusion militante.

Il sera en tout cas publié sur notre site Internet intégralement et en couleurs ! La maquette en PDF et chaque article en lecture directe.

Tous ces problèmes mettent notre trésorerie en difficulté. Pour repartir de plus belle dès que cela sera possible, il nous faut absolument de nouveaux abonnements. N'attendez pas la fin du confinement, abonnez-vous, réabonnez-vous, c'est possible en ligne sur le site de l'OCL : <http://www.oclibertaire.lautre.net/>

**FAITES CONNAÎTRE CA AUTOUR DE VOUS EN ENVOYANT LE PDF DE CE NUMÉRO
DISPONIBLE SUR CE SITE À VOS AMIS, RÉSEAUX ET AUTRES.**



Courant alternatif
n'est pas diffusé en kiosques
L'abonnement est vital
pour qu'il continue de paraître
10 numéros + les hors-séries : 30 euros